



Sochaux, le 5 octobre 2018

Lettre ouverte à

M. Denis SOMMER

Député de la 3^{ème} circonscription du Doubs

M. Frédéric BARBIER

Député de la 4^{ème} circonscription du Doubs

Messieurs,

Nous avons pris connaissance avec attention de vos déclarations dans la presse, concernant la situation des retraités.

Pourtant les faits sont têtus : Comme en atteste le site officiel de l'Assemblée Nationale, dès le 21 novembre 2017, et dès la première lecture, vous avez voté (scrutin 272) en faveur du projet de loi de finances pour 2018,

- ✓ augmentant de 25 % la CSG prélevée sur les pensions de retraites,
- ✓ et supprimant l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF).

Par ce vote, vous avez approuvé la diminution du pouvoir d'achat de la grande majorité des retraités, en violation de vos déclarations, malgré l'avis défavorable des intéressés et de la quasi-totalité des organisations qui les représentent.

Elus du Pays de Montbéliard, vous n'ignorez pas qu'un ouvrier ayant eu 42 années de travail pénible en doublage sur les chaînes de Peugeot ou d'un sous-traitant obtient une retraite qui n'atteint parfois même pas 1300 €. D'autres, au parcours plus haché, touchent encore moins. Le choix de réduire cette pension de 25 € au moment où les plus riches sont dispensés d'ISF, représente pour nous non seulement une aggravation de conditions de vie déjà difficiles mais aussi une injustice criante.

Dans le projet de loi de finances 2019, le gouvernement va soumettre à l'Assemblée dans les prochaines semaines une nouvelle mesure contre le pouvoir d'achat des retraités : la désindexation des pensions.

Annoncée pour 2 ans, c'est l'équivalent d'une cinquantaine d'euros mensuels supplémentaires qui serait encore prélevée sur notre pouvoir d'achat.

Malgré les tentatives indignes faites pour opposer les salariés aux retraités, vous n'ignorez pas que la désindexation frapperait aussi les personnes encore en activité puisqu'elle s'appliquerait aux salaires portés au compte de chacun pour le calcul des futures retraites.

Une récente étude de l'OFCE a montré que la baisse prévue de la taxe d'habitation ne compensera pas, et de loin, les pertes subies par les retraités, qui auraient dans l'année, au total et en moyenne 400 € de moins pour vivre.

Les électeurs n'ont à aucun moment apporté leur caution à ces mesures qui maltraitent les anciens, et mettent en cause notre système solidaire et les droits acquis par une vie de travail, le candidat MACRON en campagne électorale ayant à plusieurs reprises juré ses grands dieux que le pouvoir d'achat des retraités serait préservé.

Pour le budget 2019, nous vous demandons de mettre les actes en conformité avec les déclarations.

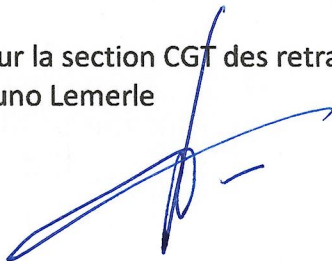
Nous vous demandons donc de ne pas voter un projet de loi de finances 2019 qui comprendrait la désindexation des retraites, qui ne garantirait pas le pouvoir d'achat des retraités et qui ne reviendrait pas sur l'augmentation de CSG intervenue en 2018.

Nous appelons les retraités et futurs retraités à manifester massivement le mardi 9 octobre à 14H au Champ de Foire de Montbéliard, dans l'unité, comme partout en France, pour faire entendre au MEDEF et à la représentation nationale leur refus de la régression sociale.

Nous espérons que vous saurez entendre le mécontentement de vos concitoyens qui ont largement contribué au développement de leurs entreprises et à la richesse de la nation.

Recevez, Messieurs nos salutations vigilantes.

Pour la section CGT des retraités et préretraités PSA
Bruno Lemerle



Pour le syndicat multi-professionnel des retraités CGT du Pays de Montbéliard
Guy Maugery

